

Département des Hautes-Alpes



Commune de **BARATIER**

PLAN LOCAL D'URBANISME

4-3 : Droit Préhension Urbain

**Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :
21/05/2019**

Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :

Le Maire
Jean BERNARD

4. ANNEXES

Janvier 2020

PLU approuvé



Auteurs : CK / AK

Atelier d'urbanisme et environnement CHADO

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

atelierchado@orange.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 janvier 2020

Nombre de Membres	
En exercice	15
Présents	14
Votants	15

Date de la convocation
10 janvier 2020

L'an deux mille vingt et le jeudi seize janvier à dix-huit heures quinze minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle polyvalente sise route de Pra Fouran à Baratier (délibération n° 55/2005 du 30 juin 2005), sous la présidence de M. Jean BERNARD, Maire.

Présents : Christine MAXIMIN, Georges PONS, Daniel MEGEVAND, Jacques BELLOT, Olivier BROQUEDIS, Jean-François CONDEVAUX, Damien CRAISSE, Monique FARNAUD, Nathalie FAURE-BRAC, Jean-Pierre GUASCO, Jean-François MESROBIAN, Audrey ROUX, Marc VIGNAL

Absents excusés :

Christian STRAPPAZZON (procuration donnée à Jean BERNARD)

Secrétaire de séance : Madame Christine MAXIMIN

N° 02/2020 – OBJET : 2.3 Droit de préemption urbain - Instauration

Monsieur le Maire expose que le Droit de Préemption Urbain était précédemment applicable sur la Commune, et que la mise en application d'un nouveau document d'urbanisme implique le vote d'une nouvelle délibération pour la continuation de sa mise en œuvre.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L 2121-24 et L 2122-22, 15° ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération de Conseil Municipal n° 01/2020 en date du 16 janvier 2020 ;

Il est rappelé que le droit de préemption est la faculté pour une collectivité d'acquérir prioritairement un bien à l'occasion de sa mise en vente à titre onéreux ou à titre gratuit, dans des zones préalablement déterminées, dans le but de réaliser une opération d'intérêt général.

CONSIDERANT l'Article L 211-1 du Code de l'Urbanisme selon lequel les communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols rendu public ou d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un Droit de Préemption Urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces territoires.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire que la Commune puisse poursuivre en vertu des dispositions du Code de l'Urbanisme, ses actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre la restructuration urbaine, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine et les espaces naturels,

.../...

Certifié exécutoire par : Transmission en Préfecture, le : 20/01/2020 et Affichage, le 20/01/2020

Il est proposé d'instaurer un Droit de Préemption simple sur les secteurs du territoire communal sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones A Urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme,

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 0

- **INSTITUE** un Droit de Préemption Urbain (D.P.U.) sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones A Urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme.
- **INSTITUE** un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres de protection rapprochée des prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines.
- **DONNE** délégation à Monsieur le Maire d'exercer en tant que besoin le Droit de Préemption Urbain, conformément à l'Article R 211-2 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le Département.

La présente délibération deviendra exécutoire et produira ses effets juridiques dès l'exécution des formalités prévues ci-dessus.

Par ailleurs, la présente délibération sera notifiée :

- A la Préfète des Hautes-Alpes,
- Au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Au Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- Au Président de la Chambre Départementale des Notaires,
- Au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- Au Greffe du même Tribunal.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Jean BERNARD

